



Conseil des droits de l'homme de l'ONU
ROYAUME-UNI
Candidature 2017-2019



Foreign &
Commonwealth
Office

Pour les libertés et les droits universels





Avant-propos de la Baronne Anelay,
ministre des Droits de l'homme

>> Je suis fière de présenter le Royaume-Uni à la réélection au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour la période janvier 2017-décembre 2019. <<

Le travail du Conseil des droits de l'homme présente des défis immenses. Nous y abordons certaines des questions les plus sensibles de notre époque, qui touchent au cœur même de la relation d'un État avec son peuple. Le Conseil représente également une affirmation de la valeur que la communauté internationale accorde à l'ordre international fondé sur des règles ainsi qu'à la protection et au respect des droits.

Le Conseil des droits de l'homme nous offre à tous la possibilité d'aborder ces questions dans un esprit de collaboration et de partenariat. C'est en outre une enceinte où nous pouvons et nous devons intervenir rapidement et avec fermeté en cas de graves violations des droits de l'homme, partout et chaque fois qu'elles sont commises, en mobilisant la volonté politique pour nous attaquer aux questions difficiles et créer les conditions d'un changement durable. Cette mission importante du Conseil des droits de l'homme est sous-tendue par les nouveaux Objectifs internationaux de développement durable, qui créent un élan pour améliorer la stabilité mondiale.

Le Royaume-Uni joue un rôle clé dans les enceintes onusiennes consacrées aux droits de l'homme depuis leur création. Notre pays a été un ardent défenseur du Conseil des droits de l'homme et des outils et mécanismes dont il dispose pour renforcer la protection des droits de l'homme dans le monde entier. Nous serions honorés d'être réélus pour un nouveau mandat.

Fondés sur les priorités intérieures et extérieures du Royaume-Uni, nos engagements puisent dans une tradition de valeurs démocratiques et inclusives : renforcer la protection des droits de l'homme dans le travail de l'ONU ; concrétiser le programme 2030 sur le développement durable, en n'excluant personne ; défendre la liberté de religion ou de conviction à une époque où trop nombreux sont ceux qui sont persécutés pour leurs croyances ; œuvrer pour mettre fin aux violences à l'encontre des femmes et des filles et promouvoir la pleine participation des femmes à la vie politique et économique et leur leadership dans ces domaines ; enfin, promouvoir des sociétés ouvertes et répondre aux menaces qui pèsent sur la société civile.

Nous soumettons notre candidature à cette réélection pour travailler avec tous ceux qui défendent les libertés et qui soutiennent les droits universels.

Qu'apporte le Royaume-Uni au CDH ?



Une implication dans tout l'éventail des droits de l'homme

Le Royaume-Uni a joué un rôle de premier plan dans les enceintes onusiennes consacrées à la lutte contre le mariage d'enfants, le mariage précoce et le mariage forcé, la prévention de la violence sexuelle dans les conflits, la lutte contre l'esclavage moderne, la protection de la liberté de religion ou de conviction, et la lutte contre l'extrémisme.

Un engagement envers le mandat du Conseil des droits de l'homme

Le Royaume-Uni soutiendra le plein mandat du Conseil des droits de l'homme. Nous continuerons, grâce au dialogue et à la coopération, à contribuer à la prévention des violations et abus des droits de l'homme. Nous exhorterons le Conseil des droits de l'homme à intervenir rapidement en cas de situations d'urgence mettant en péril les droits de l'homme.

Soutien à la société civile

La démocratie, la primauté du droit, l'ouverture et la redevabilité des gouvernements et des institutions, les droits de l'homme, la liberté de parole et l'égalité des chances sont les pièces maîtresses des sociétés prospères. Nous maintiendrons régulièrement le dialogue avec les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile au Royaume-Uni, à Genève et sur tous nos réseaux étrangers. Nous protégerons l'espace de la société civile au sein du Conseil des droits de l'homme pour que soient entendus les points de vue des défenseurs des droits de l'homme.



En 2014, le Royaume-Uni a organisé le Sommet de la fille, qui visait à mobiliser les efforts nationaux et internationaux pour mettre fin d'ici une génération aux mutilations génitales féminines ainsi qu'aux mariages des enfants, aux mariages précoces et aux mariages forcés.

Photo : Jessica Lea/Department for International Development

Le Royaume-Uni s'engage à consolider le rôle des droits de l'homme dans les travaux de l'ONU

En encourageant une réponse internationale rapide en cas de graves violations et abus des droits de l'homme, y compris à l'appui de la prévention des conflits. Nous aborderons les situations et les crises des droits de l'homme, soit par le soutien et le dialogue, soit par un contrôle accru. Nous apporterons une attention accrue aux pays où les droits universels sont les plus menacés et nous encouragerons, sans pénaliser, un dialogue précoce avec le Conseil des droits de l'homme. Nous nous emploierons à soutenir l'intégration réussie des droits de l'homme dans tout le système onusien.

En aidant les États en transition, en soutenant la stabilité et les efforts de réforme sur le terrain. Nous travaillerons avec les États en transition pour encourager une mise en œuvre systématique de leurs réformes et pour fournir un appui international. Nous encouragerons le plein usage des outils dont dispose le Conseil des droits de l'homme, y compris les visites du Rapporteur spécial, l'Examen périodique universel, et le renforcement des capacités.

En soutenant un système onusien des droits de l'homme solide et indépendant. Nous

veillerons à ce que le Conseil des droits de l'homme demeure au premier plan de l'action des Nations unies en matière de droits de l'homme. Nous soutiendrons l'indépendance et les travaux du Haut-Commissaire des droits de l'homme et de son bureau. Nous travaillerons dans un esprit d'ouverture, de consultation et de respect envers tous, sur la base d'une coopération parmi les groupes régionaux. Nous encouragerons le dialogue avec les parlements et la société civile. Nous promouvons le rôle primordial du système indépendant des Nations unies des organes conventionnels de contrôle dans la protection des droits de l'homme dans le monde. Nous encouragerons la ratification des instruments onusiens des droits de l'homme et leur application satisfaisante par les gouvernements. Nous continuerons d'adresser une invitation permanente aux Rapporteurs spéciaux de l'ONU souhaitant se rendre au Royaume-Uni, et maintiendrons notre coopération avec eux, et nous encouragerons les autres pays à faire de même. Nous demeurons résolus à assurer le succès du processus de l'Examen périodique universel et nous engageons à aider les autres en partageant nos expériences et en offrant nos conseils et notre soutien.



Nous veillerons à ce que le Conseil des droits de l'homme demeure au premier plan de l'action des Nations unies en matière de droits de l'homme.

Le Royaume-Uni s'engage à concrétiser le programme 2030 du développement durable en n'excluant personne

En donnant aux femmes et aux filles une voix, en les aidant à exercer un choix et un contrôle en matière de développement (Objectif 5). Nous contribuerons à supprimer les obstacles à l'emploi des femmes dans les pays les plus pauvres, notamment en éliminant les législations discriminatoires, toutes les formes de violence dans la vie publique et privée ainsi que les mauvaises infrastructures. Nous soutiendrons l'action en matière d'éducation en aidant à scolariser 6,5 millions de filles supplémentaires au cours des cinq prochaines années, ainsi que les efforts menés par les communautés affectées pour mettre un terme, d'ici une génération, à la MGF et au mariage d'enfants, au mariage précoce et au mariage forcé.

En luttant contre le fléau de l'esclavage moderne au-delà des frontières (Objectif 8.7). Nous sommes en train d'appliquer la loi anglaise de 2015 sur l'esclavage moderne [Modern Slavery Act 2015], qui oblige les grandes entreprises actives au Royaume-Uni à rendre compte de la façon dont elles luttent contre l'esclavage moderne au niveau de leurs chaînes d'approvisionnement internationales. Nous soutenons les projets de lutte contre

la traite d'êtres humains dans le monde, notamment en collaborant en partenariat avec l'Organisation internationale du travail sur le programme « Travailler en liberté ». De plus, le Gouvernement britannique et le Commissaire indépendant britannique contre l'esclavage œuvrent avec les gouvernements, les services répressifs nationaux et internationaux, la société civile et autres parties prenantes pour mettre fin à l'esclavage moderne.

En soutenant l'action en matière de justice, de primauté du droit et de sociétés ouvertes (Objectif 16). Nous continuerons de soutenir la paix et la sécurité sur notre planète, notamment via l'action du Conseil des droits de l'homme. Nous nous efforçons de faire en sorte que 10 millions de femmes et de filles aient un meilleur accès aux services de sécurité et de justice. Nous soutiendrons les efforts visant à améliorer la gouvernance et à lutter contre la corruption et les pots-de-vin, notamment via l'action du Partenariat pour un gouvernement transparent, les Nations unies et un sommet mondial contre la corruption qui se tiendra à Londres sous l'égide du Premier ministre David Cameron.



Nous soutiendrons l'action en matière d'éducation en aidant à scolariser 6,5 millions de filles supplémentaires au cours des cinq prochaines années.

Le Royaume-Uni s'engage à défendre la liberté de religion ou de conviction

En défendant la liberté des peuples de toutes les religions et convictions de vivre sans discrimination ni violence. Nous continuerons de contester les législations et les pratiques discriminatoires. Nous encouragerons le plein usage du processus d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, des procédures spéciales des Nations unies et des mécanismes des organes de traités pour dénoncer les cas de violation de liberté de religion ou de conviction. Nous jouerons un rôle actif au sein du Groupe international de contact pour la liberté de religion ou de conviction et soutiendrons le Groupe international de parlementaires en la matière.

En soutenant les minorités persécutées au Moyen-Orient. Nous continuerons à œuvrer main dans la main avec la société civile pour élaborer des stratégies visant à aider les chrétiens et les populations appartenant à d'autres minorités. Nous collaborerons avec nos alliés régionaux pour lutter contre le climat d'impunité et de discrimination légale qui persiste à l'encontre des minorités dans la région.

En militant en faveur de l'égalité et de la non-discrimination, notamment parce que nous estimons que la liberté de religion ou de conviction peut contrer l'extrémisme violent. Nous promouvons une approche de l'extrémisme impliquant l'ensemble de la société, notamment en collaborant avec les chefs religieux, les enseignants et les groupes de la société civile pour les encourager à s'impliquer activement dans la lutte contre l'extrémisme dans leurs communautés.



Nous défendons la liberté des peuples de toutes les religions et convictions de vivre sans discrimination ni violence.

Le Royaume-Uni s'engage à travailler pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles et promouvoir la pleine participation des femmes à la vie politique et économique et leur leadership dans ces domaines

En luttant contre la violence contre les femmes et les filles, dont la violence sexuelle dans les conflits, toutes les formes de violence domestique et les pratiques préjudiciables, y compris lors de crises humanitaires. Nous ferons avancer l'Initiative « Prévenir la violence sexuelle dans les conflits » et défendrons la Feuille de route pour donner une impulsion à l'Appel à l'action pour protéger les femmes et les filles dans les situations d'urgence. Nous promouvoir la mise en œuvre généralisée du Protocole international relatif aux enquêtes sur les violences sexuelles dans les situations de conflit et favoriserons davantage de soutien, d'assistance et de réparations pour les survivantes à toutes les formes de violence à l'encontre des femmes et des filles. Nous ferons campagne afin que les réponses aux violences sexuelles et basées sur le genre et la promotion de l'égalité des sexes et de la participation des femmes soient complètement intégrées à tous les efforts de paix et de sécurité. Enfin, nous collaborerons avec les autres gouvernements pour améliorer la coordination stratégique internationale.

En promouvant l'autonomisation économique des femmes ainsi que leur présence dans la vie politique et publique, en particulier aux postes de leadership. Nous continuerons de soutenir la participation sur un pied d'égalité des femmes à la vie publique et politique, et nous fournirons un appui politique et technique pour permettre aux femmes de faire reconnaître leurs droits et de réaliser leur potentiel tandis qu'elles se hissent aux postes de dirigeantes aux échelons national et mondial.

En nous opposant aux législations et aux pratiques discriminatoires. Nous agirons avec les gouvernements en vue de changer les législations et pratiques discriminatoires, en partageant notre expertise et nos meilleures pratiques. Nous soutiendrons l'application des normes internationales applicables en matière de droits de l'homme à l'échelon national, en faisant plein usage du processus de l'Examen périodique universel afin de concrétiser l'action du Conseil des droits de l'homme à l'échelon local.

Nous ferons avancer l'Initiative « Prévenir la violence sexuelle dans les conflits » et défendrons la Feuille de route pour donner une impulsion à l'Appel à l'action pour protéger les femmes et les filles dans les situations d'urgence.



Le Royaume-Uni s'engage à œuvrer en faveur de la promotion de sociétés ouvertes et relever le défi des menaces à l'encontre de la société civile

Nous encouragerons tous les gouvernements à créer un environnement sûr et propice pour la société civile, qui promeuve la liberté des médias et protège les journalistes de toute maltraitance.



En promouvant des sociétés inclusives et justes. Nous encouragerons tous les gouvernements à créer un environnement sûr et propice pour la société civile, qui promeuve la liberté des médias et protège les journalistes de toute maltraitance. Nous défendrons les bienfaits économiques, scientifiques et culturels des sociétés ouvertes ; nous encouragerons les entreprises à se rendre compte de la valeur de la société civile et à plaider en son nom.

En œuvrant avec les individus et les organisations qui développent et élargissent leur société civile et en aidant ceux-ci à coopérer avec les organisations internationales, dont le Conseil des droits de l'homme.

En exploitant le processus de l'Examen périodique universel (EPU) pour renforcer les garanties en faveur de la société civile des États concernés.



**Le rassemblement des preuves
et la documentation des délits
de violence sexuelle doivent être
centrés sur les survivants**

NOUS :

*Formons les professionnels
de la société civile, du
droit et de la médecine
aux bonnes pratiques en
matière de documentation
et d'enquête sur les délits
de violence sexuelle*

**METTRE
FIN À LA
VIOLENCE
SEXUELLE
DANS LES
CONFLITS
BEAUCOUP ACCOMPLI
BEAUCOUP PLUS À FAIRE**



End Sexual Violence In Conflict



@END_SVC

#TIMETOACT



Foreign &
Commonwealth
Office